



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

03 mai 2005

Volume 4, Numéro 5

LIGNE DE FOND 1

L'Argentine, le Brésil et l'Inde présentent une proposition sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles 1

Nouvelle suspension des négociations sur l'agriculture en raison de la question des équivalents ad valorem 4

NOUVELLES DE L'OMC 5

L'UE ouvre une enquête en vue de mesures sauvegardes sur les textiles 5

Règles : les Membres débattent de l'antidumping et des subventions aux pêcheries 7

Neuvième Sommet de l'UEMOA : les préoccupations commerciales au centre des débats

SUR LE FIL 11

Les commissaires européens mettent l'accent sur la dimension développement des APE..... 11

Neuvième session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE : le coton au menu des discussions 11

Course à la présidence de l'OMC : Retrait de Seixas et de Cuttare, Lamy 'bénéficie du niveau de soutien le plus élevé..... 12

Les dirigeants asiatiques et africains signent un pacte de coopération au milieu d'une vague de négociations sur des accords de libre-échange ... 13

ÉVÉNEMENTS 14

PUBLICATIONS 15

LIGNE DE FOND

L'Argentine, le Brésil et l'Inde présentent une proposition sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

L'Argentine, le Brésil et l'Inde ont présenté une proposition que l'on attendait depuis longtemps (TN/MA/W/54) concernant la libéralisation du commerce des produits non agricoles dans la série actuelle de discussions à l'OMC, en appelant les Membres à inscrire un traitement favorable pour les pays en développement à la fois dans la structure et dans la mise en œuvre de la formule de réduction tarifaire.

Qualifiant la proposition de démarche politique significative, Darlan Fonseca-Marti, un chercheur dans le domaine commerce et développement de l'organisation internationale South Centre, basée à Genève, a déclaré que ceci remettait les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles " dans la bonne direction, alors qu'elles allaient dans une direction totalement inappropriée, en particulier en ce qui concerne les questions de développement des pays pauvres. "

Le Brésil et l'Inde avaient reproché à des communications récentes présentées par les Etats-Unis et l'UE au Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, d'exiger davantage des pays pauvres que des pays riches, allant ainsi à l'encontre du mandat énoncé dans l'annexe B du Paquet de juillet (WT/L/579), qui prévoyait divers types de traitement favorable pour les pays en développement

<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/04-07/lignedefond1.htm>. Les deux pays avaient subi des pressions de la part des autres Membres, ainsi

que de la part du président du Groupe de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, l'ambassadeur Stefan Johannesson, pour présenter leurs propres propositions et ne pas se contenter de formuler des critiques à l'égard des communications des autres pays.

La proposition reprend la formule de réduction tarifaire de mai 2003

La proposition des trois pays développe le cadre de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles figurant dans le Paquet de Juillet, en déclarant que la "réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction" à laquelle le texte renvoie doit être "une composante intégrée de la formule [de réduction tarifaire]". La proposition soutient, en particulier, que la formule devrait refléter le profil tarifaire général d'un pays et que les coefficients incorporés dans la formule pour les pays en développement devraient être "suffisamment plus élevés" que ceux associés aux pays développés, "entraînant des réductions en pourcentage plus élevées pour les pays développés." De plus, la proposition énonce que les références au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le Paquet de juillet renvoient aux "flexibilités dans l'application de la formule, notamment l'allongement des périodes de mise en œuvre, des abaissements inférieurs à des abaissements fondés sur la formule et à l'exclusion de certaines lignes tarifaires.

L'attitude de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde vis-à-vis du traitement favorable pour les pays en développement dénonce donc l'insistance des Etats-Unis et de l'UE à imposer aux Membres un choix entre une formule de réduction tarifaire différenciée et des flexibilités dans son application. Ceci est cohérent avec un point de vue largement partagé par les pays en développement selon lequel le traitement spécial et différencié devrait imprégner tous les éléments de toute modalité finalement convenue.

Les trois pays en développement ont également rejeté comme trop onéreuse l'approche de type formule 'suisse' des réductions tarifaires défendue par les Etats-Unis et l'UE, qui verrait des

réductions plus fortes sur les tarifs plus élevés, visant 'l'harmonisation' des tarifs de tous les Membres de l'OMC à un niveau particulier. Ils ont préféré reprendre une version modifiée de la formule suisse présentée pour la première fois en mai 2003 par l'ambassadeur Pierre-Louis Girard, de la Suisse, alors président du Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, préalablement à la Conférence ministérielle de Cancun de cette année-là.

La 'formule Girard' lie les abaissements tarifaires produit par produit d'un pays à son niveau général de protection tarifaire - plus le taux tarifaire moyen d'un pays est élevé, plus ses tarifs resteront élevés, même après l'application de la formule produit par produit. La proposition amènerait les Membres à appliquer cette formule, en association avec des coefficients différenciés (à négocier) pour les pays en développement et les pays développés, afin de réduire l'ensemble de leurs lignes tarifaires 'consolidées', c'est-à-dire les produits pour lesquels il ont convenu d'un plafond tarifaire. Les pays en développement, qui en général ont des tarifs moyens plus élevés que les pays développés, conserveraient des niveaux tarifaires relativement plus élevés même après la réduction - un tarif de 50% aux Etats-Unis serait réduit davantage qu'un tarif de 50% en Inde, qui a un tarif moyen beaucoup plus élevé.

Selon la proposition, la réduction tarifaire générale que cette formule imposerait serait, en termes de pourcentage, "proportionnelle entre pays développés et pays en développement", contrairement à la "formule suisse simple". La proposition énonce également qu'une fois la formule convenue, les Membres pourraient prendre en compte d'autres besoins des pays en développement à travers des mesures de traitement spécial et différencié telles que "des périodes de mise en œuvre plus longues, des abaissements inférieurs à des abaissements fondés sur la formule pour certaines lignes tarifaires et l'exclusion de certaines lignes tarifaires de toute réduction fondée sur une formule."

Il faut noter que ni les pays développés ni les pays en développement n'avaient semblé séduits par la formule de Girard, en 2003. Les pays développés reprochaient à cette formule de ne pas réduire les tarifs élevés de manière assez forte. Certains pays en développement estimaient, par contre, qu'elle allait trop loin, trop vite.

Méthodologie pour les tarifs non consolidés

Les lignes tarifaires non consolidées ont posé un problème dans les négociations, car elles n'ont pas de plafonds tarifaires spécifiques qui peuvent être incorporés dans une formule de réduction tarifaire. Pour prendre en compte les préoccupations des pays en développement en ce qui concerne le fait qu'ils auraient à consolider et à réduire les tarifs dans des secteurs sensibles, le document propose en premier lieu de multiplier le tarif moyen appliqué à des lignes tarifaires non consolidées par un facteur 'x' à négocier, puis de recourir à ce nouveau chiffre majoré comme base pour la réduction tarifaire. Ceci également repose sur la formule de Girard, mais cette formule ne préconisait qu'un facteur de deux.

En outre, le texte spécifie que la formule de réduction tarifaire ne serait pas appliquée aux tarifs non consolidés, produit par produit, mais uniquement à la moyenne majorée. Ceci permettrait aux pays de conserver des tarifs élevés dans les secteurs qui les intéressent particulièrement, à la condition qu'ils garantissent que le tarif moyen ne dépasse pas le niveau autorisé.

Dans tous les cas, le Paquet de juillet exempterait totalement les pays les moins avancés (PMA) et les pays ayant moins de 35% de leurs tarifs consolidés (ceux-ci ont tendance à être parmi les plus pauvres) d'avoir à appliquer la formule de réduction tarifaire.

Réorientation des discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Selon Fonseca-Marti, de South Centre, le fait que les pays en développement se tournaient à présent vers cette même formule de Girard qu'ils avaient

rejeté deux années auparavant en disait long sur la nature des discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles jusqu'ici, " car elle leur offre davantage de flexibilité que les autres propositions actuellement sur la table. " Fonseca-Marti a favorablement accueilli, dans la proposition, l'incorporation des niveaux tarifaires existants et le rejet des demandes d'harmonisation tarifaire, en mettant l'accent sur le fait que " les abaissements tarifaires devraient dépendre de la capacité d'un pays à les absorber. "

Fonseca-Marti a ajouté que si d'autres pays en développement " choisissent de travailler avec cette proposition " elle pourrait marquer le début d'une coopération fructueuse entre pays en développement en vue de la prise en compte des préoccupations en matière de développement dans les négociations de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

Plusieurs Membres peu satisfaits de la formule proposée par l'Argentine, le Brésil et l'Inde

Des délégués font état du fait que les Etats-Unis, l'UE, le Costa Rica, le Chili et certains autres pays latino-américains n'ont pas été satisfaits de la formule de réduction tarifaire basée sur une moyenne, car ils avaient consolidé leurs tarifs à des niveaux assez faibles. Certains de ces pays se sont plaints du fait que la formule ne mènerait pas à une libéralisation substantielle.

Durant les réunions de la Salle D, le 26 avril, les partisans d'une approche de type formule suisse de réduction tarifaire - selon laquelle les droits plus élevés sont abaissés de manière plus fortes en vue d'un niveau harmonisé pour tous les tarifs - ont soutenu que la proposition conjointe des trois pays faisait peu pour prendre en compte les crêtes tarifaires.

Selon certains Membres, bien que l'Argentine, le Brésil et l'Inde aient fondé leur formule de réduction tarifaire sur celle proposée en mai 2003 par l'ambassadeur Pierre-Louis Girard, alors président du Groupe de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, leur proposition omettait d'inclure la libéralisation 'sectorielle' obligatoire

qui était une composante majeure de ce plan général.

Les Membres ont également posé plusieurs questions sur les idées avancées dans la proposition concernant le traitement des lignes tarifaires 'non consolidées', c'est-à-dire des éléments pour lesquels un plafond tarifaire n'avait pas encore été fixé. Selon des sources, un certain nombre de pays en développement, notamment la Malaisie, les Philippines et d'autres membres de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), ont soutenu que le traitement des tarifs non consolidés, dans la proposition, n'était pas équitable pour les pays en développement qui avaient consolidé tous leurs tarifs ou qui avaient appliqué des tarifs plus faibles même pour les lignes non consolidées. Ils ont souligné que seulement environ 20 pays en développement, dont l'Inde, avait une proportion suffisamment élevée de tarifs non consolidés qui pourraient tirer profit d'une formule qui ne nécessitait pas la réduction des tarifs non consolidés ligne par ligne.

Selon des sources dans les médias commerciaux, la négociatrice américaine Nancy Adams aurait reproché à la proposition d'être " fondée sur des idées déjà rejetées ", en avertissant que les Etats-Unis ne seraient pas en mesure de garantir un élargissement de l'accès aux marchés et la réduction des subventions dans l'agriculture en l'absence d'un " résultat commercialement fructueux significatif dans l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. ". Elle a qualifié la proposition de " Girard moins, moins en termes d'ambition et d'équilibre. "

Certains pays d'Afrique du Nord et des Caraïbes ont pour leur part exprimé leur appui à la proposition. La Chine et l'Egypte ont admis que la proposition pourrait servir de base à des débats futurs. Toutefois, les pays qui bénéficient de régimes de préférences commerciales se sont dits préoccupés à propos de l'érosion potentielle de leur accès préférentiel aux marchés des pays riches. Ils ont souligné qu'une formule tarifaire fondée sur la moyenne réduirait les tarifs de l'UE - déjà à un faible niveau moyen - à pratiquement zéro, ce qui

rendrait la majeure partie de leur accès préférentiel non pertinent.

Nouvelle suspension des négociations sur l'agriculture en raison de la question des équivalents ad valorem

Le 19 avril dernier, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, Tim Groser, qui préside les négociations sur l'agriculture à l'OMC, a suspendu une réunion de la session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture en raison des divergences entre Membres sur le processus de conversion des tarifs agricoles 'spécifiques' sur la base des quantités importées, en équivalents ad valorem, c'est-à-dire les tarifs fondés sur le prix du produit. La 'semaine de l'agriculture', qui a démarré le 13 avril et devait se conclure le 19 avril, s'est efforcée de lever l'obstacle de la conversion en équivalents ad valorem, avec des réunions informelles entre Membres clés sur la question. La conversion en équivalents ad valorem avait également été laissée non résolue à la fin de la semaine de l'agriculture précédente, le 18 mars.

A la fin de la réunion, l'ambassadeur de l'Inde à l'OMC, Ujal Singh Bhatia, avait fait part de sa préoccupation concernant cette impasse, en déclarant " nous avons besoin d'une solution très rapidement ou nous sommes mal partis. " Les Membres travaillent à formuler une 'première approximation' des modalités pour l'agriculture d'ici juillet, les modalités effectives - pourcentages des abaissements des tarifs et des subventions, formule de réduction, critères pour le soutien interne, délais, ou périodes de transition - devant être achevées pour la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre, à HongKong. La conversion en équivalents ad valorem représente un exercice de transparence qui permettra de classer les tarifs des Membres en différentes fourchettes prévues pour des prescriptions de réduction différentes dans le cadre d'une formule étagée d'abaissements tarifaires que les Membres ont convenu d'utiliser.

Des Membres clés proches d'un accord sur la conversion en équivalents ad valorem

La conversion en équivalents ad valorem est simple pour certaines lignes tarifaires; les Membres doivent recourir à la méthode de la 'valeur unitaire' dans ces cas, en fondant la conversion sur les volumes des importations et les valeurs des importations notifiées dans la Base de données intégrées de l'OMC (Integrated Database - IDB). Des complications surgissent, toutefois, avec des produits tels que le sucre et certains fromages, pour lesquels des préférences ou des contingents tarifaires sont impliqués. Dans de tels cas, les prix à l'importation diffèrent souvent de manière significative des prix mondiaux compilés dans la base de données des statistiques du commerce des produits de base (ComTrade) de l'ONU. Les Membres ont débattu d'une formule visant à 'filtrer' les cas pour lesquels il y a des écarts significatifs entre les prix mondiaux et les prix à l'importation, sur la base de comparaisons entre les ensembles de données de l'OMC et de l'ONU. On procéderait alors à la conversion de manière différente, au lieu de simplement recourir à l'IDB. Des désaccords et des malentendus ont émergé sur le point de savoir comment la conversion aurait lieu, et cette question technique n'a pas pu être résolue, ce qui a entraîné la suspension de la session spéciale formelle du Comité de l'agriculture. Ceci s'est produit après qu'une réunion, accueillie par le Canada, regroupant de hauts responsables du commerce de 13 pays Membres serait apparemment arrivée à une solution sur la question.

La conversion en équivalents ad valorem a opposé l'UE et les pays du G-10 aux Etats-Unis, au Groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles et au G-20. Les premiers utilisent un grand nombre de tarifs spécifiques. Les exportateurs de produits agricoles aimeraient voir la conversion fondée de manière plus étroite sur les prix mondiaux plus faibles, ce qui entraînerait la hausse des équivalents ad valorem et finalement, des abaissements tarifaires plus forts.

La prochaine semaine de l'agriculture doit démarrer le 30 mai

NOUVELLES DE L'OMC**L'UE ouvre une enquête en vue de mesures sauvegardes sur les textiles**

Le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a annoncé, le 24 avril dernier, qu'il avait décidé d'ouvrir des enquêtes sur les poussées d'exportations de textiles chinois vers l'UE. Le processus pourrait aboutir à l'imposition de restrictions sur certaines importations en provenance de Chine.

La décision a été déclenchée par des données révélant la hausse des importations de Chine, de 51% à 534% depuis le début de 2005, dans 9 catégories de textiles, dépassant ainsi les " niveaux d'alerte " pour les importations de Chine fixés par l'UE au début de ce mois. Plusieurs pays, à travers le monde, luttent contre les effets de l'élimination, à compter du 31 décembre 2004, des contingents commerciaux dans le secteur des textiles et des vêtements. "L'Europe ne peut rester là à regarder son industrie disparaître " a déclaré Mandelson. " Les exportations chinoises devraient, bien sûr, être autorisées à augmenter à un rythme normal, à la suite de la suppression des contingents. Mais nous devons également élargir la protection de l'industrie européenne si elle est exposée à de brusques poussées ruineuses dans des proportions sans précédent. "

Les conditions d'accès de la Chine à l'OMC comprenaient une 'clause de sauvegarde spécifique pour les textiles' qui permet aux Membres de l'OMC d'imposer des restrictions quantitatives sur les importations de textiles et de vêtements chinois s'il est constaté qu'elles perturbent les marchés. Aux termes de la sauvegarde, les Membres peuvent limiter des produits spécifiques à une hausse de 7,5% par rapport aux niveaux des importations de l'année précédente.

L'UE mènera des consultations informelles avec la Chine, tout au long des deux mois des enquêtes, qui ont débuté le 29 avril dernier. Durant les premiers 21 jours du processus, l'UE entendra les

avis des parties intéressées. Si l'enquête confirme qu'il y a effectivement eu une brusque poussée des importations dans les catégories spécifiées, et que la Chine n'a pas pris de mesure volontaire pour corriger la situation, l'UE pourrait demander un processus de consultation formelle de trois mois avec la Chine, selon les termes du processus de sauvegarde dans le domaine des textiles. Durant le processus de consultation formelle, la Chine serait tenue d'imposer des restrictions d'exportations quantitatives sur ses exportations de textiles vers l'UE pour les maintenir à un niveau n'excédant pas de 7,5% celui des 12 premiers des 14 mois précédant l'ouverture de l'enquête. Si aucune mesure n'est prise avant la fin des trois mois, l'UE aura la possibilité d'imposer des restrictions rétroactives à compter du commencement des consultations formelles.

Treize des 25 Etats Membres de l'UE, notamment la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, et la Belgique, ont appelé la Commission européenne exécutive de l'UE à renoncer au processus de cinq mois et à imposer plutôt des restrictions dans quelques semaines. La France a, le 26 avril, formellement demandé à Mandelson d'imposer des mesures d'urgence, en déclarant qu'un appui de Bruxelles stimulerait l'enthousiasme français en faveur de la constitution européenne, dans l'attente de son référendum du 29 mai. La Commission a répondu qu'une telle mesure pourrait déclencher un différend commercial avec la Chine à l'OMC, mais a ajouté qu'elle surveillait étroitement les échanges dans 11 catégories supplémentaires de textiles.

Le directeur général de l'OMC Supachai Panitchpakdi, a d'autre part, déclaré que les pays se débattant avec une brusque poussée des exportations de textiles chinoises devraient attendre au moins un an avant de prendre toute mesure protectionniste. Après seulement un mois d'appréciation, a-t-il suggéré, l'incidence finale des règles commerciales reste incertaine.

L'effet sur d'autres pays en développement central pour les décisions de l'UE

Selon la Commission européenne, l'incidence de la hausse des importations chinoises sur " les producteurs de textiles dans les pays en développement ayant une dépendance historique vis-à-vis des exportations vers le marché européen " était une autre de ses préoccupations majeures. Les directives du 9 avril concernant les enquêtes sur les importations chinoises ont mis l'accent sur les nouvelles pressions concurrentielles rencontrées par des " pays en développement vulnérables comme le Bangladesh ", ainsi que par des pays tels que le Maroc, la Tunisie et la Turquie. Les directives notaient qu' " une poussée soudaine, brutale et soutenue des exportations de textiles chinoises pourraient être fortement préjudiciable " pour les industries de ces pays.

Les données préliminaires indiquent que certains pays africains ont été fortement affectés par l'élimination. Des firmes asiatiques qui avaient investi en Afrique australe pour tirer profit de l'accès préférentiel au marché américain, aux fins de l'AGOA (loi sur la croissance et les opportunités en Afrique), se sont retirées, selon Agrina Mussa, président de l'association des chambres de commerce et d'industrie de la SADC. En outre, le ministre kenyan du Commerce et de l'Industrie, Mukhisa Kituyi a déclaré que six sociétés textiles installées dans des zones franches industrielles d'exportation avaient transféré la production vers la Chine et l'Inde au cours des quatre derniers mois. De même, les exportations de textiles et de vêtements finis de la Corée du sud, au cours du premier trimestre de 2005 avaient enregistré une baisse de 6,1% par rapport à l'année précédente. Asia News fait état d'au moins 30.000 pertes d'emplois en Afrique du sud.

Hausse possible des taxes sur les exportations chinoises

Dans sa réponse indignée à la décision de l'UE d'ouvrir les enquêtes, le gouvernement chinois a averti que les restrictions européennes sur les importations textiles chinoises nuiraient à l'élargissement des relations commerciales. Un

porte-parole du ministère du Commerce de la Chine a déclaré que l'enquête violait des dispositions fondamentales de l'OMC et " va à l'encontre de la position constante de l'UE en faveur du libre-échange. Après avoir parlé à des responsables à Hongkong, le 26 avril, Mandelson a renouvelé son appel à la Chine pour que ce pays prenne l'initiative de ralentir volontairement les expéditions de textiles. " Il est dans l'intérêt de la Chine de prendre les mesures nécessaires pour éviter des mesures de sauvegarde formelles " a-t-il déclaré.

La Chine envisagerait de rehausser les taxes d'exportation sur certaines catégories de textiles annoncées en décembre 2004 par un facteur allant jusqu'à 10. Bien qu'aucune hausse des taxes à l'exportation n'ait été confirmée, les représentants de l'industrie textile chinoise s'attendent à une décision sur le niveau de la hausse, au cours du mois à venir. Les importateurs américains de textiles laissent entendre que la Chine pourrait annoncer une décision début mai et imposer des droits additionnels d'ici le milieu du mois.

Alors que l'UE indiquait être à une telle mesure, le représentant adjoint américain au commerce extérieur, Charles W. Freeman déclarait que les Etats-Unis préféreraient recourir à la clause de sauvegarde spécifique pour les textiles au lieu de laisser la Chine restreindre ses exportations de textiles et de vêtements. Néanmoins, les importateurs de vêtements et les détaillants ont déclaré qu'une hausse des tarifs d'exportation serait peu susceptible d'avoir une incidence à court terme sur les exportations chinoises vers les Etats-Unis ou l'UE, car les prix des commandes de textiles et de vêtements sont fixés plusieurs mois avant l'expédition.

Règles : les Membres débattent de l'antidumping et des subventions aux pêcheries

Les subventions aux pêcheries et l'antidumping sont restées à l'ordre du jour à la conclusion, le 15

avril dernier, de la réunion du Groupe de négociation des règles.

Après avoir débattu d'une communication brésilienne portant sur le traitement spécial et différencié lié aux pêcheries, pour les pays en développement, les Membres ont discuté d'une communication de l'UE sur les mécanismes pour l'application de disciplines de l'OMC aux subventions aux pêcheries (TN/RL/W/178). S'appuyant sur sa propre expérience, l'UE suggérait que l'application de règles de l'OMC aux subventions aux pêcheries pourrait être rehaussée par des systèmes de contrôle nationaux dans lesquels les membres formalisent toutes les subventions aux pêcheries dans le droit national et mettent à la disposition des Membres de l'OMC l'information sur toutes les subventions accordées. Autrement, les Membres pourraient faire notification à l'OMC avant d'accorder des subventions aux pêcheries et soumettre la notification au réexamen par d'autres Etats Membres. Des Membres à titre individuel pourraient choisir entre les deux mécanismes de contrôle. La communication de l'UE a été accueillie avec un certain scepticisme : la Chine de Taipei a observé que les Membres de l'OMC pourraient être peu disposés à céder leur souveraineté de cette manière. De nombreux pays ont déclaré avoir besoin de plus de temps pour étudier attentivement cette proposition.

Le Groupe des règles a également examiné une présentation de la Nouvelle-Zélande sur les subventions aux services de gestion dans le secteur des pêcheries (TN/RL/GEN/36). Il est généralement reconnu que ces subventions ne causent pas de dommages et qu'elles devraient donc être autorisées aux fins des règles de l'OMC. Toutefois, certains pays n'ont pas été d'accord sur les catégories de subventions à la recherche/développement (R&D) qui pourraient rentrer dans la catégorie des services de gestion. Les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils pourraient présenter une proposition sur la recherche/développement à une date ultérieure. The Friends of Fish, un groupe qui recherche des disciplines claires sur les subventions aux

pêcheries, peuvent également présenter une communication sur les subventions aux infrastructures (ports, conservation par le froid, etc.)

Propositions antidumping sur l'Intérêt public

Au cours de la session sur les règles, la Chine de Hongkong a également présente une proposition sur " l'Intérêt public " (TN/RL/W/174), au nom de Friends of Anti-dumping Negotiations (FAN), un groupe qui recherche des règles plus strictes sur l'application des mesures antidumping, dont les membres sont le Chili, le Costa Rica, la Chine de Hongkong, Israël, le Japon, la Corée, la Norvège, la Suisse, la Chine de Taipei et la Thaïlande.

Attirant l'attention sur les larges incidences économiques des mesures antidumping, FAN a appelé toutes les parties prenantes concernées telles que les groupes de consommateurs, les producteurs et les importateurs, à s'impliquer avant que la décision d'imposer des mesures antidumping ne soit prise. Si l'UE a fortement appuyé la proposition, d'autres Membres tels que le Pérou, le Brésil et l'Inde se sont dits préoccupés de son coût possible et de ses incidences, en termes de temps. Les Etats-Unis ont également appuyé cette préoccupation et se sont interrogés sur l'incidence qu'une telle politique pourrait avoir sur l'industrie nationale affectée.

La réunion, qui a duré plus que les deux jours initialement fixés, a repris le vendredi 15 avril, pour examiner une communication brésilienne sur le " Traitement du soutien gouvernemental aux garanties de crédits à l'exportation aux fins de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires " (TN/RL/W/177). Le Brésil a soutenu que les arrangements actuels de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sur les crédits d'exportation pourraient entrer en conflit avec les obligations aux fins de l'OMC et a proposé un langage spécifique pour l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui empêcherait les crédits à l'exportation de léser les pays en développement Membres de l'OMC. Les crédits à l'exportation

étaient également le sujet d'une communication présentée par l'Australie (TN/RL/GEN/34).

La prochaine réunion du Groupe de négociation des règles est fixée du 30 mai au 3 juin.

Neuvième Sommet de l'UEMOA : les préoccupations commerciales au centre des débats

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africain a finalement tenu son neuvième sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement le 30 mars dernier à Niamey. Ce sommet était initialement prévu le 19 février 2005 mais n'a pas pu se tenir à cause du décès du président du Togo et de la situation d'instabilité politique et constitutionnelle qui s'en était suivi. Justement cette situation combinée avec la crise ivoirienne a placé ce sommet sur fond de crises politiques et sociales. Une place importante a été réservée à ces questions mais l'essentiel était de " passer en revue l'évolution des chantiers et du fonctionnement de l'Union au cours de l'année ". Les rapports d'activités 2004 de la Commission de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) ainsi que celui de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont été inscrit à l'ordre du jour.

Les participants ont discuté également de la " mise en oeuvre du processus d'intégration " régionale, notamment dans les domaines des négociations commerciales, de la politique agricole et des libertés de circulation des personnes, de résidence, de prestation de services. Et c'est en ce sens que la commission de l'Union qui avait entre autres mandats d'ouvrir et de conduire les négociations en vue de la conclusion d'un accord commercial entre l'UEMOA , la République Tunisienne et le royaume du Maroc, a présenté l'état de ces négociations. Par ailleurs, l'éventuelle adhésion de l'Union à l'OMC a aussi été évoquée en même temps que la volonté de créer un front commun avec la CEDEAO dans la négociation des APE.

Examen des accords commerciaux avec le Maroc et la Tunisie

C'est la directive n° 07/99/CM UEMOA qui en son article 4 fixe le contenu et le déroulement des négociations avec la Tunisie. Ainsi il est prévu la mise en œuvre de mesures appropriées destinées à encourager et à faciliter l'échange de marchandises et de services entre les deux Parties; à garantir des conditions favorables au développement et à la diversification, à long terme, des échanges commerciaux entre les deux Parties; la mise en place d'un organe mixte de gestion et de suivi de l'application de l'Accord Commercial qui sera chargé de délibérer sur les questions spécifiques relevant des échanges commerciaux et d'intérêt commun aux deux Parties, d'identifier les obstacles aux flux des échanges commerciaux, d'explorer toutes les options susceptibles de développer davantage les relations commerciales entre les deux entités et de coordonner les efforts de l'UEMOA et de la République Tunisienne, dans des forums internationaux tels que l'OMC.

Ces négociations peuvent être menées suivant deux logiques :

- la première consiste à trouver un cadre général d'accords commerciaux et de partenariat, abstraction faite de toutes préférences tarifaires ; c'est la position que défend certains pays et c'est la même formule qui est de rigueur dans le cadre de l'accord avec les Etats Unis. Ce type d'accord est moins contraignant et moins obligeant, son intérêt se trouve dans sa souplesse pour les relations commerciales.

- La deuxième option est de négocier des accords commerciaux et d'investissement en y mettant des préférences tarifaires limitées à certains produits qui seront éventuellement listés. C'est ce second type d'accord qui est la préférence de la commission parce qu'elle permet d'atténuer la concurrence que les industries de l'Union seront exposées du fait de cet aspect de partenariat et de promotion des investissements que vont développer les éventuels accords.

Sur l'état d'avancement des négociations, la commission considère que des projets d'accords

qui prévoient des abattements de 50% pour des produits ciblés sont trouvés. Ces produits en questions feront l'objet d'une liste et sont exclus tous les produits qui bénéficient des taxes préférentielles communautaires. Mais, même s'il faut saluer cette avancée, ces négociations buttent sur des obstacles et font l'objet de divisions au sein de l'Union.

Le premier obstacle à souligner est le désaccord sur les produits à lister et les nouvelles demandes de certains pays. D'autres pays considèrent que les accords qui seront signés ne seront nullement avantageux pour l'Union ; ils préconisent, avant la continuation des négociations une étude d'impact des accords sur les recettes fiscales et l'outil de production de certains Etats membres. Leurs positions laissent voir des accords orientés exclusivement vers la promotion des investissements et du partenariat. Et pour des soucis de protection des avantages comparatifs et pour plus de pertinence certains Etats demandent que les négociations se fassent sur " une base asymétrique prenant en compte du niveau de développement de chaque partie " en ce qui concerne les niveaux d'abattements tarifaire.

Toutes ces préoccupations doivent être portées à la connaissance des partenaires par la commission qui s'était rendue du 27 au 30 décembre 2004 à Tunis pour discuter avec la partie Tunisienne. Il s'est avéré que cette dernière était sensible à ces préoccupations. Dans son travail, la commission a réalisé des études d'impact conformément au vœux de certains Etats. Les résultats sont les suivants : la simulation d'accord avec le Maroc a montré qu' " une réduction du tarif de 50% des produits en provenance du Maroc, sur la base d'une liste de produits établis, aurait des conséquences en termes de création de commerce (qui sera de 8,9 des importations commerciales initiales), de détournement de commerce (qui accroîtra 20,6% des produits marocains qui bénéficieront essentiellement au Bénin avec 11,6%, au Mali avec 11,5%, au Burkina et à la Guinée Bissau avec 11,4%) et de recettes douanières. Ces dernières ne baisseront que de 0,008 %, ce qui est insignifiant. La commission, compte tenu de tout cela estime

qu'il est " souhaitable que l'Union opte pour la conclusion des accords comportant des préférences tarifaires qui permettraient aux Etats membres de profiter de ces cadres d'échanges à l'échelle africaine pour mieux préparer les entreprises de l'Union à faire face avec plus d'efficacité aux pratiques commerciales des d'entreprises étrangères concurrentes, tant sur les marchés de l'Union qu'à l'extérieur. "

En terme de partenariat et de relations commerciales, l'UEMOA ne compte pas se limiter à ces deux pays, d'autres partenaires potentiels sont ciblés. C'est par exemple le cas de l'Egypte. D'autres questions importantes et actuelles ont été discutées au cours du sommet, en particulier le rôle que l'Union devrait jouer dans les négociations commerciales à l'OMC.

Négociations commerciales multilatérales : l'Union veut renforcer son action

L'UEMOA pourrait être habilitée à négocier à la place de ses Etats membres au niveau de l'OMC. Des démarches ont d'ailleurs déjà été engagées dans ce sens, à savoir la notification de la ratification du traité de l'Union à l'OMC, mais aussi la notification du règlement N°05/99/CM/UEMOA portant valeur en douane des marchandises. En dehors de ces actes concrets qui ont été posés, des perspectives ont été dégagées. Il en est ainsi de la volonté de renégocier les listes individuelles déposées par les Etats et de les transformer en une liste commune de concessions tarifaires. L'Union est aussi entrain de démarcher pour sa représentation auprès de l'OMC. Elle a obtenu déjà une place d'observateur ad hoc auprès du comité de commerce et du développement. Mais l'ambition de l'Union est d'avoir un statut plus représentatif auprès de l'organisation. Pour cela, il faut que le niveaux d'intégration soit amélioré. En effet c'est un niveaux d'intégration très avancé qui encouragera l'examen du dossier par le comité des accords régionaux. Ensuite il faudrait que les Etats acceptent de transférer leurs pouvoirs de négociation à l'Union, mais aussi il faut qu'ils s'engagent à reconnaître les actes contractés par l'Union comme des obligations juridiques. La

représentation de l'Union auprès de l'OMC présente un intérêt certain pour les pays de la sous région de l'Afrique de l'Ouest, d'autant plus que " les enjeux des négociations en cours à l'OMC sont importants " selon les experts de la commission de l'Union. Et les questions telle que le coton connaîtront certainement un meilleur sort. En effet si tous les Etats membres décident d'accorder leurs voix, ils seront plus écoutés. Il en est aussi des questions relatives à l'accès aux marchés.

Un défi important se pose cependant pour l'Union. Il s'agit du remplacement des listes des concessions tarifaires déposés individuellement par les Etats (certains Etats ayant conservé les listes que leurs puissances coloniales leur avaient déposées il y'a 50 ans) par une liste commune au titre de l'Union douanière de l'Union. L'Union compte aussi jouer un rôle important sur le commerce des services et la commission " estime qu'il est important et même urgent que l'Union dégage pour les Etats membres, des orientations pour leurs offres et requêtes en matière de libéralisation des services. "

Accord de partenariat économique : l'Union fait front commun avec la CEDEAO

La commission de l'UEMOA s'est désormais officiellement engagée à côté du secrétariat de la CEDEAO pour la négociation des APE avec l'Union européenne dans le cadre élargi de l'Afrique de l'ouest incluant la Mauritanie. Cette décision s'inscrit en droite ligne dans la feuille de route adoptée par la CEDEAO le 4 août 2004 à Accra, au Ghana. Celle-ci a en effet marqué une étape importante dans la conduite des négociations des APE en Afrique de l'ouest en ce sens qu'elle fournit outre le cadre des négociations, une vue d'ensemble des actions et des domaines de négociation ainsi qu'un calendrier qui indique les dates importantes et les étapes des consultations UE-CEDEAO.

Pour la Commission de l'UEMOA, l'enjeu majeur de ces négociations est d'obtenir de l'Union européenne les ressources financières nécessaires à la mise à niveau des entreprises de l'espace de l'Union et à l'ajustement des structures économiques. Une telle démarche semble être un

impératif avant l'ouverture des marchés de l'Afrique de l'ouest dans le cadre d'un APE qui selon toute vraisemblance devrait être réciproque pour être compatible avec l'OMC.

SUR LE FIL

Les commissaires européens mettent l'accent sur la dimension développement des APE

Des parlementaires du groupe d'Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et de l'UE se sont réunis le 19 avril, à Bamako, au Mali. Le commissaire européen au développement, Louis Michel, a fait rapport à " l'Assemblée parlementaire conjointe " sur les relations humanitaires et de développement de l'UE avec les pays ACP, ainsi que sur des propositions récentes adoptées par l'UE concernant sa contribution au Réexamen des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, en septembre de cette année. Appelant à un soutien en faveur des producteurs de coton de l'Afrique de l'ouest, le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a rendu compte des progrès réalisés dans les négociations sur l'Accord de partenariat économique (APE) de l'UE avec les six régions ACP. S'exprimant avant la réunion, Mandelson a mis l'accent sur sa promesse de remodeler le processus de négociation de l'APE en cours de manière à " le faire cadre avec les objectifs de développement. "

Par ailleurs, la Commission européenne a proposé, le 12 avril, de fixer une nouvelle cible européenne pour l'aide publique au développement pour 2010, à 0,56% et " de prendre des mesures pour rehausser la cohérence et garantir que les différentes politiques de l'UE utilisent tout leur potentiel pour contribuer au développement. " Le même jour, la Commission a également approuvé une communication aux Etats Membres de l'UE appelant à un partenariat spécifique UE/Afrique sur les infrastructures, en vue de " renforcer l'inter-

connectivité et la capacité d'offre de nos partenaires. "

Le communiqué de presse de la Commission européenne sur l'Assemblée parlementaire conjointe est disponible à :

http://europa.eu.int/comm/trade/issues/bilateral/regions/acp/pr180405_en.htm

Neuvième session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE : le coton au menu des discussions

La 9ème session de l'assemblée parlementaire paritaire de l'Union européenne et des pays de l'Afrique caraïbes pacifique (ACP, 79 pays) s'est tenue à Bamako les 18 et 19 avril derniers. Les discussions ont porté sur les accords de partenariat économique. L'Assemblée parlementaire UE-ACP se réunit deux fois par an, alternativement dans un pays ACP et dans un pays de l'UE. Elle comprend quelque 150 députés, répartis à égalité entre représentants des pays ACP et députés du Parlement européen. Durant cette session, les parlementaires ont abordé des questions liées à la désertification, notamment au sujet de la sauvegarde du fleuve Niger, celles liées à la filière coton : de la production à la commercialisation en passant par la transformation.

Dès l'ouverture de la session, la co-présidente de l'assemblée parlementaire paritaire Mme Kinnock a soulevé la question du coton en disant qu'il faille faire davantage d'efforts pour en finir avec les règles biaisées de l'Europe. Les subventions agricoles des européens portent préjudice à des millions d'hommes et de femmes subsahariens. Dans le même temps elle a pointé du doigt les américains en disant que " les américains en subventionnant 25000 producteurs empêchent un pays comme le Burkina Faso de se développer ". Continuant dans le même sens, elle dénonce les contradictions au niveau de l'OMC et suppose que la priorité est de réduire les droits de douanes et d'éliminer progressivement certains droits spécifiques pour que certains pays à faible revenus

puissent bénéficier de valeur ajoutée pour sur certains produits.

Abordant dans le même sens, le président malien en regrettant d'abord le fait qu'on ait ignoré l'insécurité alimentaire dans les thèmes de la rencontre et soulignera ensuite que la filière du coton est en crise. Une crise qui se pose avec acquitté ; ce qui nécessite des solutions concrètes et ponctuelles. Elle entraîne une situation de précarité et les 1500000 personnes qui vivent directement ou indirectement de ce produits deviennent de facto des cibles de l'insécurité alimentaire. Une principale recommandation a été faite par le Président, c'est que l'on prenne en compte la déclaration des ministres de l'agriculture et du commerce des pays producteurs de coton faite le 13 janvier 2005. cette déclaration demande la mise en place d'un fond de soutien et un appui à la transformation du coton. Par ailleurs le président malien a insisté sur ces deux points d'autant plus que la capacité de transformation de l'Etat malien ne dépasse pas 1% alors qu'il produit 500000 tonnes. Selon le président, malgré cette production le mali ne " produit même pas un tee shirt ". Pourtant l'ambition est de faire une transformation locale de 10 à 15% ce qui lui donne le statut d'exportateur de produits semi-fini. D'autres pays se trouvent dans cette même situation d'exportateurs de produits bruts et auraient aimé changer de statut ; mais cela reste toujours hypothétique même si cela constitue un sujet qui revient toutes les fois où il est question d'échange sur le partenariat ou la coopération.

A la fin des travaux, une conférence de presse a été animée par Charon Hay Webster, Mme Glenys Kinnock co-présidentes de la 9ème session de l'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP/UE, et Ibrahim Boubacar Kéita président de l'assemblée nationale du Mali. Les questions relatives au coton, la signature de la charte du parlement des ACP, les négociations sur les accords de partenariat économique (APE), ont été débattues durant ce point de presse.

Suite aux interventions du commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, Louis

Michel et son homologue chargé du commerce Peter Mandelson, les parlementaires de la 9ème session, ont été éclairés sur la position de l'UE par rapport au coton et les accords de partenariat économique (APE) dont l'objectif est de créer les conditions du développement des pays ACP, ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement.

Course à la présidence de l'OMC : Retrait de Seixas et de Cuttare, Lamy 'bénéficie du niveau de soutien le plus élevé

L'ambassadeur du Brésil à l'OMC, Luiz Felipe de Seixas Correa a été le premier candidat à se retirer de la course à la succession du directeur général Supachai Panitchpakdi. Le président du Conseil général de l'OMC, l'ambassadeur Amina Chawahir Mohamed du Kenya, a rendu compte de la première série du processus de sélection qu'elle dirige lors d'une réunion informelle des chefs de délégations, le 15 avril, qualifiant Seixas Correa de " candidat le moins susceptible de susciter un consensus.". Lors d'une deuxième réunion le 29 avril dernier, l'élimination du candidat de l'Ile Maurice, Jayen Cuttaree, a laissé place à un duel entre le Français Pascal Lamy, en tête des suffrages des 148 pays membres, et l'Uruguayen Carlos Perez del Castillo. La présidente du Conseil général de l'OMC, Amina Mohamed, l'ambassadrice du Kenya auprès de l'OMC, qui supervise ce processus de sélection censé aboutir fin mai, a confirmé vendredi soir que les deux candidats restant en lice sont l'ancien commissaire européen au Commerce Pascal Lamy et l'ancien ambassadeur d'Uruguay auprès de l'OMC, Carlos Perez del Castillo.

"M. Pascal Lamy a le plus haut niveau de soutien" de la part des pays membres, a-t-elle ajouté, sans donner de chiffres, au terme de ce deuxième tour de scrutin informel qui a nécessité neuf jours de consultations à huis-clos à Genève. Les prochaines consultations commenceront dans la semaine du 9 au 15 mai, a-t-elle indiqué.

Jayen Cuttaree, ministre mauricien des Affaires étrangères, avait annoncé auparavant son élimination de la course, déclarant à l'AFP : "on a participé à la compétition et on a perdu".

Mohamed mène ces consultations avec l'assistance du président de l'Organe de règlement des différends, l'ambassadeur Eirik Glenne de la Norvège et du président de l'Organe du réexamen des politiques commerciales, l'ambassadeur Don Stephenson du Canada. Une réunion du Conseil général a été fixée les 26 et 27 mai pour approuver formellement le remplaçant de Supachai. Le mandat de quatre ans du prochain directeur général débutera le 1er septembre.

Sources: AFP

Les dirigeants asiatiques et africains signent un pacte de coopération au milieu d'une vague de négociations sur des accords de libre-échange

Des dirigeants asiatiques et africains ont, le 24 avril, signé un accord promettant la coopération économique, politique et sécuritaire, notamment l'expansion du commerce. Cette signature coïncide avec une vague de négociations sur des accords de libre échange impliquant des pays des deux continents.

Le commerce figurait au premier plan de l'ordre du jour du sommet de deux jours à Bandung, en Indonésie, qui a abouti à l'accord sur un "Nouveau partenariat stratégique Asie/Afrique". Les représentants de plusieurs des 106 pays présents se sont engagés à promouvoir un front plus uni dans les négociations à l'OMC. Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a appelé les pays développés à supprimer les subventions agricoles qui ont des effets de distorsion des échanges et les obstacles aux exportations agricoles des pays en développement. Il a également vivement invité les pays à protéger la biodiversité et à lever les obstacles au mouvement des personnes et des

services. Le commerce entre les deux continents est en train de devenir plus significatif, notamment en raison de l'expansion rapide des importations par la Chine de ressources énergétiques et de produits de base en provenance de pays à travers le continent africain.

Lors de la réunion de Bandung, le premier ministre de Singapour, Lee Hsein Loong, a déclaré à la presse que son pays visait à conclure un accord de libre échange avec l'Inde dans un délai d'un mois, après deux années et demie de négociations. Singapour a tenu une cinquième série de discussions sur un accord de libre échange avec le Chili, la Nouvelle-Zélande et Brunei, du 18 au 23 avril ; les quatre pays espèrent finaliser cette année les termes d'une zone de libre-échange qui s'étendrait sur trois continents. Au cours de la même semaine, un accord de libre échange a également été signé entre la Nouvelle-Zélande et la Thaïlande, visant la réduction des tarifs sur les marchandises. L'accord sera élargi pour couvrir le commerce des services dans trois ans.

Au cours d'une récente mission couvrant le commerce et l'investissement, qui l'a mené à Hongkong, au Japon et en Corée, le ministre du commerce de la Malaisie a déclaré, le 22 avril, que son pays œuvrait à signer un pacte commercial général avec le Japon d'ici décembre. Les négociations en vue de cet accord ont débuté en décembre 2003.

A Riyad, des responsables de la Chine et des six pays producteurs de pétrole de la péninsule arabique qui constituent le Conseil de coopération du Golfe (GCC) ont annoncé, le 24 avril, qu'ils visaient à arriver à un accord en vue de réduire les droits de douane sur les marchandises d'ici fin 2006. Le GCC est également en train de mener avec l'UE des discussions pour la libéralisation des échanges. Les Membres du GCC, Oman et les Emirats arabes unis sont en train de négocier des accords de libre échange bilatéraux distincts avec les Etats-Unis.

La mode relativement récente des accords commerciaux bilatéraux et régionaux en Asie et en

Afrique semble donc en plein essor, en dépit de l'inquiétude de voir la prolifération de tels accords saper le système commercial multilatéral.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

3-4 mai Le Conseil de l'OCDE se réunit au niveau ministériel

2-4 mai OMC, Genève, groupe de négociation sur les facilitations du commerce

9-10 mai, OMC, Genève, organe de règlement des différends, session spéciale

11 mai, OMC, Genève, comité pour le commerce et le développement

11-13 mai OMC: Organe d'examen des politiques commerciales – Nigéria

17-18 mai, OMC, Genève, groupe de négociation sur les règles

19 mai, OMC, Genève, comité de négociation sur le commerce

25-26 mai L'investissement pour le développement de l'Afrique: Faire bouger les choses, table ronde organisée par le NEPAD et l'OCDE. Entebbe, Ouganda.

26-27 mai OMC, Genève, conseil général

30-31 mai OMC, Genève, groupe de négociation sur l'agriculture

EVÉNEMENTS AILLEURS

25 avril - 13 mai : Comité des droits économiques, sociaux et culturels, trente-quatrième session – Genève

INTERNATIONAL CONFERENCE ON WATER: VALUES AND RIGHTS

Ramallah, Palestinian Authority, May 2 2005 to May 4 2005

Contact: Palestine Academy for Science and Technology and Palestinian Water Authority
Email: conference@palestineacademy.org, Web Site: <http://www.palestineacademy.org/wconf/>

OECD FORUM 2005: FUELLING THE FUTURE: SECURITY, STABILITY, DEVELOPMENT AND OECD MINISTERIAL SUMMIT

Paris, France, May 2 2005 to May 4 2005

Contact: John West, Forum Director
Telephone: 33-1-45-248-025 - Fax: 33-1-44-306-346 - Email: john.west@oecd.org, Web Site: http://www.oecd.org/site/0,2865,en_21571361_34225293_1_1_1_1_1,00.html

FIRST CONFERENCE OF THE PARTIES TO THE STOCKHOLM CONVENTION (COP-1)

Punta del Este, Uruguay, May 2 2005 to May 6 2005

Contact: Stockholm Convention Secretariat
Telephone: 41-22-917-8191 - Fax: 41-22-797-3460
Email: ssc@chemicals.unep.ch, Web Site: <http://www.pops.int>

1st International Congress on Successful Cases in Sustainable Development in the Tropics

Xalapa, Veracruz, Mexico, May 2 2005 to May 4 2005

Contact: Dra. Carmen Vergara-Tenorio
Telephone: (+52) 228- 842.1700 Ext. 12644, 12646. Email: congresocitro@uv.mx, Web Site: <http://www.uv.mx/CITRO/reunion/congreso/englis h/01invita.htm>

Sustainability Learning Networks Programme
Cambridge, UK May 3 2005 to May 4 2005
Telephone: +44 (0)1223 342100 Fax: +44 (0)1223
301122 - Email: slns@cpi.cam.ac.uk, Web Site:
<http://www.cpi.cam.ac.uk/slns>

United Nations Symposium on Integrated
Implementation of Sustainable Development Goals
Nanchang, China May 10 2005 to May 12 2005
Contact: Juwhang ZHU Telephone: +1 212 963
0380 - Fax: +1 212 963 4260 - Email: zhu@un.org
Web Site:
<http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/may2005.htm>

Fourth session of the Permanent Forum for
Indigenous Issues
New York, United States May 16 2005 to May 27
2005
Contact: PFII Secretariat,
Telephone: 1-917-367-5100 Fax: 1-212-963-3063
Email: IndigenousPermanentForum@un.org, Web
Site:
<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/4session/4session.htm>

58TH SESSION OF THE WORLD HEALTH
ASSEMBLY
Geneva, Switzerland May 16 2005 to May 25 2005
Contact: General enquiries Telephone: 41-22-791-
2222 - Email: mediainquiries@who.int Web Site:
<http://www.who.int/mediacentre/events/2005/wha58/en/index.html>

INTERNATIONAL CONGRESS ON
INTEGRATED WATER RESOURCES
MANAGEMENT AND CHALLENGES OF
SUSTAINABLE DEVELOPMENT
Marrakesh, Morocco May 23 2005 to May 25 2005
Contact: Congress Secretariat Telephone: 212-44-
434-649 - Fax: 212-44-437-411 - Email:
gire3d@ucam.ac.ma, Web Site: <http://www.fstg-marrakech.ac.ma/gire3d/anglais/index1.htm>

SIXTH FORUM ON REINVENTING
GOVERNMENT - "TOWARD PARTICIPATORY AND
TRANSPARENT GOVERNANCE
Seoul, Korea May 24 2005 to May 27 2005

Contact: Secretariat Telephone: 82-2-3703-2963
Fax: 82-2-3703-2960 Email:
forum6@mogaha.go.kr Web Site:
<http://6thglobalforum.org/eng/main.asp>

PUBLICATIONS

WTO Appellate Body Repertory of Reports and Awards 1995-2004

Le Répertoire de rapports et de décisions établi par l'Organe d'appel de l'OMC est l'outil de recherche essentiel pour les professionnels du droit commercial international. Il a été initialement conçu comme un outil de recherche interne destiné à aider le Secrétariat de l'Organe d'appel à s'acquitter de sa tâche, qui consiste à fournir un soutien juridique aux membres de l'Organe d'appel. Nous le mettons maintenant à la disposition du grand public dans l'espoir qu'il deviendra un outil pratique pour les fonctionnaires des Membres de l'OMC, les universitaires, les étudiants et les praticiens privés du droit commercial international et du règlement des différends.

Disponible mars 2005

Rapport de l'Equipe du projet sur le commerce objectifs du millenium pour le développement intitulé ***"le commerce au service du développement"*** Janvier 2005.

www.unmillenniumproject.org sous la direction de Ernesto Zedillo et de Patrick Messelin

The future of the world trade organisation : a report by the consultative Board to the wto; Director Général Supachai Panitchpakdi, march 2005

In defense of the economic analysis of regulation, Robert W. Hahn, January 2005

L'avenir de l'OMC "L'avenir de l'OMC" est un rapport établi par le Conseil consultatif du Directeur général sur l'avenir du système commercial multilatéral, y compris des recommandations sur les réformes à effectuer. Disponible en anglais, français et espagnol. Janvier 2005

Guide sur le système de règlement des différends de l'OMC.

Ce guide a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour expliquer les pratiques qui sont apparues dans le cadre du fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1995. Son contenu détaillé sera utile aux spécialistes ainsi qu'à ceux qui souhaitent acquérir une connaissance de base du système de règlement des différends.

Décembre 2004, Co-publié avec Éditions Yvon Blais

Les procédures de règlement des différends de l'OMC - 2ème édition

Cette nouvelle édition, coéditée avec Cambridge, tient compte des décisions juridiques et d'autres instruments juridiques adoptés depuis 1995. De nouveaux textes ont été ajoutés, y compris les "Procédures de travail pour l'examen en appel" et les "Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends". La deuxième édition réunit toutes les dispositions relatives à la consultation et au règlement des différends figurant dans chacun des accords commerciaux multilatéraux couverts par le Mémorandum d'accord. Les textes plus anciens et moins pertinents ont été supprimés. L'agencement interne des textes a aussi été quelque peu modifié et les renvois entre les textes sont plus nombreux. L'index contient davantage de mots clés pour refléter l'élargissement de la portée. Ce recueil est l'ouvrage de référence en matière de procédure pour les professionnels, les universitaires, les étudiants et tous ceux qui doivent interagir avec les procédures de règlement des différends des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC. Novembre 2004, Co-publié avec Éditions Yvon Blais

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe